



## ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

### SOMMAIRE

#### Climat & Energie

- COP 26 – Actualités
- L'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 est loin d'être acquise
- Sainsbury's s'engage à devenir neutre en carbone d'ici 2040
- L'Assemblée citoyenne sur le climat tient sa première réunion

#### Environnement

- *L'Environment bill* revient devant la Chambre des Communes

#### Numérique

- La police de Londres se met à la reconnaissance faciale en direct
- Le gouvernement met en place un nouveau Regulatory Horizons Council (RHC)
- Le RU facilite (un peu) l'entrée de scientifiques et chercheurs étrangers sur son territoire
- La police britannique bientôt autorisée à forcer l'atterrissage de drones

#### Régions

- N. Sturgeon appelle à la création d'un « visa écossais » post Brexit Le gouvernement met en place un nouveau Regulatory Horizons Council (RHC)
- L'UE-27 est le marché à l'export de l'Écosse qui a le plus crû en 2018

#### Services professionnels

- L'interdiction du *Big 4* de conseiller leurs clients d'audit cotés en bourse pourrait être élargie aux grands groupes non cotés
- Le Brexit aurait entraîné une hausse des dépenses de prestations de conseil du gouvernement de 20 % auprès des huit principaux cabinets
- La campagne de sensibilisation au Brexit du gouvernement n'aurait eu qu'un effet limité sur l'état de préparation du public à la sortie de l'UE

#### Transport

- Le Ministre des Finances soutient le projet HS2
- La ligne ferroviaire "Northern" a été nationalisée

## FAIT MARQUANT

**Huawei autorisé à partiellement équiper le réseau 5G au Royaume-Uni** – Le 28 janvier 2020, après dix-huit mois d'incertitude, le gouvernement britannique a finalement autorisé les groupes télécoms à se fournir auprès du géant chinois pour déployer leur réseau 5G, sur recommandation du Conseil national de sécurité britannique. Les équipements [Huawei](#) sont cependant interdits d'utilisation au niveau du cœur des réseaux – la partie la plus sensible aux risques d'espionnage et de sabotage – et à proximité d'infrastructures et de sites sensibles (bases militaires, sites nucléaires, etc.). Par ailleurs, d'ici 2023, les « vendeurs à haut risque » comme Huawei ne devront pas représenter plus de 35% des équipements utilisés en périphérie du réseau (tours, antennes). En avril dernier déjà, ce Conseil s'était réuni sous la présidence de la Première Ministre d'alors Theresa May, qui s'apprêtait à rendre une décision similaire. L'arbitrage entre intérêts économiques et sécurité nationale a penché en faveur du premier. D'une part, le Royaume-Uni tient à entretenir de bonnes relations avec la Chine alors qu'il s'apprête à sortir de l'Union Européenne. D'autre part, la connectivité est en tête de liste du programme de Boris Johnson qui souhaite gommer les inégalités régionales et renforcer les capacités d'innovation du pays. Une interdiction totale de Huawei aurait fortement ralenti le déploiement de la 5G, et radicalement augmenté son coût pour les groupes télécoms britanniques qui travaillent déjà avec la société chinoise. Mike Pompeo, qui avait déclaré en février 2019 que les Etats-Unis ne partageraient plus d'informations confidentielles avec leurs alliés s'ils venaient à autoriser Huawei à accéder à leurs systèmes d'informations critiques, s'est rendu au Royaume-Uni cette semaine pour rencontrer Boris Johnson et Dominic Raab, Ministre des affaires étrangères. Il espère que Boris Johnson revienne sur sa décision, qui risque de faire boule de neige dans d'autres pays, moins outillés pour contrôler les risques d'espionnage et de défaillances en matière de cyber sécurité. Pour mémoire les négociations visant à un accord commercial post-Brexit entre US et UK devraient débuter sous peu. Par ailleurs, le Royaume-Uni s'apprête à taxer les entreprises qui délivrent des services numériques sur son territoire dès le mois d'avril. Au sein du Parlement, la décision de Boris Johnson est aussi contestée, notamment par certains conservateurs et le Scottish National Party, qui demande une nouvelle évaluation indépendante de la résilience des infrastructures 5G.

## CLIMAT & ENERGIE

**COP 26/ Actualités** - Afin d'apparaître exemplaire à l'occasion de la COP 26 qui se tiendra à Glasgow en novembre prochain, [l'Ecosse](#) prévoit d'atteindre sa cible de 100% d'électricité de source renouvelable d'ici fin 2020, en fermant notamment sa dernière centrale à gaz à Peterhead et en misant massivement sur l'énergie éolienne *offshore*.

La présidente de la COP 26, [Claire O'Neill](#), a récemment déclaré à la BBC que la COP 26 était la dernière chance de progresser sur certains sujets tels que le réhaussement des ambitions des Etats mais aussi de l'ensemble des acteurs de la société civile et a indiqué qu'un échec remettrait en cause l'approche onusienne des négociations climatiques. Le sommet UE-Chine de septembre 2020, auquel ne participera pas le RU en tant qu'Etat membre de l'UE et qui pourrait déboucher sur un réhaussement des engagements chinois, sera déterminant pour créer une dynamique à l'occasion de la COP.

**L'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 est loin d'être acquise** – selon les conclusions [de plusieurs scientifiques](#), l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 au RU appelle des changements radicaux dans les politiques menées et la poursuite des efforts dans tous les ministères. Ces scientifiques déplorent un manque d'action notamment en matière d'isolation, d'efficacité énergétique des bâtiments et en matière de capture et du stockage du carbone qui n'a que peu progressé depuis les premières études il y a 20 ans. Les scientifiques appellent à une priorisation des efforts à mener par ministères, l'élaboration de cibles intermédiaires de baisse des émissions d'ici 2050, la création d'un poste de ministre siégeant au Cabinet (conseil des ministres) responsable de l'atteinte de la neutralité carbone et l'abandon de certains projets d'infrastructures comme la création d'une 3<sup>ème</sup> piste à l'aéroport d'Heathrow. Atteindre la neutralité carbone nécessiterait par ailleurs la création de 400 000 emplois dans le domaine de l'énergie selon le dernier rapport de [National Grid](#).

**Sainsbury's s'engage à devenir neutre en carbone d'ici 2040** – [la chaîne de supermarché](#) s'est engagée à investir 1Md£ d'ici les 20 prochaines années dans le but de devenir neutre en carbone d'ici 2040.

**L'Assemblée citoyenne sur le climat tient sa première réunion** – les 110 membres de [l'Assemblée citoyenne](#), sélectionnés pour représenter l'ensemble des couches de la population britannique, ont pu interroger plusieurs experts et se familiariser avec certains sujets liés au changement climatique le week-end dernier. Ils devront travailler sur la façon d'atteindre l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2050 et faire des préconisations au Parlement d'ici avril, préconisations qui pourraient ensuite être intégrées dans un rapport qui sera remis au Gouvernement.

## ENVIRONNEMENT

**L'Environment Bill est de nouveau examiné par la Chambre des Communes** – *l'Environment Bill* dont l'examen avait été suspendu en 2<sup>ème</sup> lecture en raison de la tenue des élections législatives de décembre, a été redéposé devant la Chambre des Communes. Qualifiée de « grande loi environnementale » par le Gouvernement, elle vise la création d'une nouvelle agence de contrôle et fixe de nouvelles cibles légalement contraignantes qui doivent remplacer le corpus de règles jusqu'à présent européennes. L'agence aura également dans ses compétences le contrôle des engagements dans le domaine climatique. La loi a été enrichie sur deux points suite à l'arrivée de Boris Johnson à la tête du Gouvernement. L'exportation de déchets plastiques dans les pays hors OCDE sera interdite ou très encadrée et une revue sera publiée par le Gouvernement tous les deux ans sur les avancées en matière de droit international dans le domaine de l'environnement et les possibles déclinaisons dans le droit national britannique.

## NUMERIQUE

**La police de Londres se met à la reconnaissance faciale en direct** – La police londonienne s'apprête à utiliser [la reconnaissance faciale en direct](#) dans les rues de la capitale britannique, malgré les inquiétudes de l'Information Commissioner's Office (ICO, équivalent de la CNIL). La Commission Européenne réfléchit quant à elle à imposer un moratorium sur l'utilisation de la technologie dans l'attente d'un cadre réglementaire. La police de Londres a informé qu'elle utiliserait la reconnaissance faciale en direct uniquement pour traquer les personnes accusées d'attaques au couteau et d'exploitation sexuelle de mineurs.

**Entrée de scientifiques et chercheurs étrangers sur le territoire britannique** – A partir du 20 février, le « [Global Talent](#) » visa remplacera le « Tier 1 Exceptional Talent » visa. La nouvelle procédure s'applique uniquement aux chercheurs étrangers dont la candidature est approuvée par la communauté scientifique à travers des organisations comme la Royal Society ou l'agence britannique de financement de la recherche et de l'innovation (UKRI). Contrairement au « Tier 1 », plafonné à 2000 personnes par an, le « Global Talent » peut être délivré un nombre illimité de fois. Les candidats n'ont pas besoin d'avoir une offre d'emploi au RU pour bénéficier de cette procédure. L'opposition qualifie néanmoins l'opération de « marketing », la limite des 2000 visas n'ayant jamais été atteinte (525 personnes en 2018). Le RU cherche à donner des signes d'assurance aux entreprises technologiques qui craignent les conséquences d'un nouveau système d'immigration plus restrictif pour les européens.

**Le gouvernement met en place un nouveau Regulatory Horizons Council (RHC)** – Comme annoncé par le gouvernement lors de l'édition 2019 de la *London Tech Week*, un nouveau comité consultatif sur les évolutions nécessaires en matière de régulation verra bientôt le jour. Cathryn Ross, Directrice des affaires réglementaires chez le groupe télécoms BT, a été nommée Présidente du [nouveau comité](#). Le RHC a vocation à adapter la régulation au rythme des avancées en matière d'intelligence artificielle et de robotique pour ne pas entraver l'innovation, tout en garantissant que cette dernière respecte des standards d'éthique.

**La police britannique bientôt autorisée à forcer l'atterrissage de drones** – Dans le cadre du [Air Traffic Management and Unmanned Aircraft Bill](#), la police britannique sera bientôt légalement autorisée à forcer l'atterrissage, inspecter et saisir des drones volant à proximité de zones réglementées (ex : aéroports, prisons). La neutralisation des drones à proximité des aéroports reste cependant un défi technique, dans la mesure où le brouillage des communications radio peut interférer avec le trafic aérien et que l'utilisation de filets de neutralisation a une portée très restreinte. L'utilisation de laser à haute puissance pourrait constituer la meilleure solution.

## REGIONS - NATIONS

**N. Sturgeon appelle à la création d'un « visa écossais » post Brexit** – La première ministre écossaise a [appelé](#) à la mise en place d'un régime de visa autonome en Écosse qui refléterait l'approche « ouverte et flexible » du SNP en matière d'immigration. Le visa, dont les termes et le pilotage seraient dévolus à Édimbourg, permettrait aux immigrants de vivre et travailler en Écosse plus facilement afin d'éviter une baisse de la population en âge de travailler, une des principales sources d'inquiétude des autorités écossaises à l'aube du Brexit (cf. [rapport](#) indépendant sur l'impact de la fin de la liberté de circulation des personnes physiques post Brexit sur la population écossaise). Le ministère de l'Intérieur britannique a immédiatement rejeté la demande de N. Sturgeon en précisant que l'immigration restera une compétence exclusive du gouvernement central à l'issue du Brexit. Le gouvernement central devrait mettre en place un système d'immigration par points applicable à l'ensemble du pays.

**L'UE-27 est le marché à l'export de l'Écosse qui a le plus crû en 2018** – Les exportations de l'Écosse vers l'UE-27 (hors pétrole et gaz) ont crû à un rythme plus élevé (+4,5 % à 16,1 Md£) que vers les autres marchés (+2,5 %) en 2018, reste du RU inclus (+2,5 %). Les exportations écossaises ont globalement crû de 2,4 Md£ (+2,9 %) en 2018 à 85 Md£ (19 % étaient à destination de l'UE-27 et 21 % vers les pays hors UE-27). Ces bonnes performances à l'export des entreprises écossaises pourraient néanmoins se détériorer avec le Brexit selon le ministre des finances Derek Mackay, qui estime que la sortie de l'UE devrait compliquer l'atteinte de la cible d'exportations du gouvernement de 25 % du PIB d'ici 2029. La France a été le principal marché européen pour les produits écossais en 2018 (3 Md£) hors RU, devant les Pays-Bas et l'Allemagne. Le reste du RU reste de loin le principal marché des biens et services écossais avec 60 % des ventes à l'extérieur de l'Écosse, soit 51,2 Md£.

## SERVICES PROFESSIONNELS

**L'interdiction du Big 4 de conseiller leurs clients d'audit cotés en bourse pourrait être élargie aux grands groupes non cotés** – Le gouvernement pourrait bientôt décider d'étendre aux grandes entreprises non cotées l'interdiction qu'ont les cabinets du Big 4 de fournir certaines prestations de conseil (conseil en recrutement, en rémunération, en *management*, en fiscalité et *due diligence*) aux sociétés cotées et aux institutions financières (*public interest entities*) qu'ils audient déjà. La définition d'une « grande entreprise non cotée » resterait à préciser, mais il pourrait s'agir des sociétés de plus de 2 000 personnes, ou ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 200 M£ et dont le montant des actifs au bilan dépasserait 2 Md£ (cf. définition des principes *Wates* de gouvernance d'entreprise). Une extension de l'interdiction au non coté, qui aurait pour conséquence de substantiellement alourdir la charge de travail du régulateur comptable avec des milliers d'audits supplémentaires à surveiller, devrait selon ce dernier renforcer l'indépendance des auditeurs, réduire le risque de conflits d'intérêt entre « audit » et « non-audit » et restaurer davantage de concurrence sur le marché.

**Le Brexit aurait entraîné une hausse des dépenses de prestations de conseil du gouvernement de 20 % auprès des huit principaux cabinets** – Le Brexit, qui a largement [bénéficié](#) aux cabinets de conseil, serait à l'origine de l'augmentation des dépenses de conseil du gouvernement auprès des principaux cabinets (PwC, Deloitte, EY, KPMG, McKinsey, BCG, Bain et PA Consulting) de 20 % au cours de l'année achevée en septembre 2019 – passant ainsi de 387 à 464 M£. Deloitte est le cabinet qui a le plus bénéficié de ces prestations « spécial Brexit » du gouvernement central cette année (103 M£), devant PwC (95 M£) et KPMG (90 M£). Le ministère du Commerce et du Développement international (*Department for International Trade* – DIT) est le ministère qui a le plus eu recours à ce

type de prestations cette année (106 Md£). Le conseil a par ailleurs été le principal poste de dépenses du *Cabinet Office* cette année (55 M£ sur un total de 72 M£ ; une augmentation de 30 M£ par rapport à 2017-18). Ces montants ne représentent toutefois qu'une fraction du total des dépenses du gouvernement dans la mesure où ils ne prennent pas en compte les prestations de conseil juridique et financier.

**La campagne de sensibilisation au Brexit du gouvernement n'aurait eu qu'un effet limité sur l'état de préparation du public à la sortie de l'UE** – La campagne de communication « *Get ready for Brexit* » lancée par le gouvernement le 1<sup>er</sup> septembre 2019 dans la perspective d'une sortie de l'UE le 31 octobre, n'aurait pas permis de préparer efficacement la population au Brexit selon un nouveau [rapport](#) du *National Audit Office* (NAO), la Cour des comptes britannique. La part des citoyens britanniques ayant déclaré avoir cherché ou commencé à chercher des informations n'aurait pas sensiblement changé entre le début (32 % selon le NAO) et la fin (34 %) de la campagne, pourtant la plus dispendieuse jamais réalisée par un gouvernement britannique depuis la seconde guerre mondiale (46 M£ dépensés sur les deux seuls mois de septembre et octobre 2019). La publication du rapport du NAO intervient alors que le gouvernement s'apprête à lancer une seconde campagne, « *Ready to Trade* », le 1<sup>er</sup> février.

## TRANSPORT

**Le Ministre des Finances soutient le projet HS2** – Après avoir étudié les analyses du Trésor britannique, [Sajid Javid a décidé d'apporter son soutien à HS2](#). Il défendra le projet dans le cadre de la réunion à Downing Street de ce jour avec le Premier Ministre B.Johnson et le Ministre des Transports G.Shapps. Une annonce officielle devrait être rendue dans les prochains jours. Si HS2 était maintenu, la réunion devrait également trancher le tracé de la future ligne à grande vitesse, notamment la partie 2 allant à Manchester et Leeds. La revue *Oakervee* recommande d'interrompre la partie 2 pendant 6 mois afin de conduire une enquête approfondie visant à déterminer si une combinaison de grande vitesse et de réseaux conventionnels est opportune. Lors des questions d'actualité au gouvernement, Grant Shapps a défendu la liberté des députés conservateurs de s'opposer au projet si cela « représente les intérêts de leur circonscription ». HS2 pourrait ainsi être le premier P.J.L de cette nouvelle législature voyant une partie de la majorité voter contre le gouvernement. Dans le même temps, le directeur général de Network Rail (entité similaire à SNCF Réseau) a écrit au Ministre des Transports pour lui indiquer que, sans HS2, la modernisation du réseau du nord de l'Angleterre pourrait coûter 15Md£ de plus.

**La ligne ferroviaire "Northern" a été nationalisée** – La ligne *Northern*, exploitée par *Arriva Rail North*, a [été nationalisée mercredi 29 janvier](#). Le gouvernement a en effet mis fin au contrat de concession et un exploitant public « de dernier recours » se chargera désormais du service. Si le Ministère des transports britannique justifie sa décision en citant notamment les nombreux retards enregistrés par *Arriva Rail North* depuis mai 2018, le régulateur du ferroviaire et des routes (*Office of Rail and Road – ORR*) estime que le Ministère et le gestionnaire du réseau (*Network Rail*) sont également partiellement responsables de ces difficultés de ponctualité. De plus, si les trains utilisés par la compagnie (*Pacer Trains*) datent des années 80 et devaient être remplacés il y a plus d'un an, *Northern* estime que des difficultés sur le réseau qui sont de la responsabilité de *Network Rail* – comme des retards dans l'électrification des lignes ou dans la modernisation des infrastructures – ont rendu l'introduction de cette nouvelle flotte de trains difficile. Toutefois, la raison principale invoquée par le Ministère des transports pour justifier la nationalisation est que la ligne était devenue financièrement non viable. Arriva n'aurait par ailleurs tiré aucun bénéfice depuis le début de l'exploitation de la concession en 2016.



**Copyright** – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité** – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Claire BEDOUI (numérique), Laura GUENANCIA (régions, services professionnels) Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement) et Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport).